

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N°751 / avril 2023

L'économie de La Réunion en 2022

Une bonne dynamique, contrariée par l'inflation

En 2022, l'activité économique à La Réunion s'inscrit dans le prolongement de la reprise robuste de 2021. Le climat des affaires s'améliore par rapport à l'année précédente, et l'emploi salarié progresse encore, quoiqu'à un rythme plus faible. La consommation des ménages reste bien orientée, comme l'indiquent les montants des dépenses réalisées en carte bancaire (+4,2 % par rapport à 2021) ou la circulation fiduciaire (+11 % sur un an). Les dirigeants d'entreprise sont plutôt optimistes s'agissant de leurs prévisions d'investissement.

Ce dynamisme s'inscrit cependant dans un contexte de forte hausse des prix. L'inflation atteint +3,6 % en moyenne annuelle en 2022, après +1,4 % en 2021. Cette hausse suggère que le volume d'activité du territoire a augmenté moins vite que ne le laisseraient penser les indicateurs en valeur. Les entreprises participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM déclarent ainsi réaliser un chiffre d'affaires moyen en hausse de 14 %, mais subir dans le même temps une hausse moyenne des prix des intrants de 18 %.

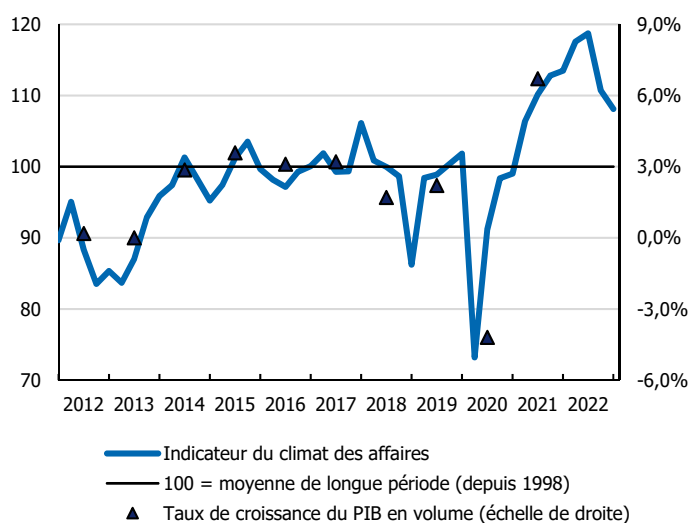
Les secteurs économiques connaissent des trajectoires plus singulières qu'en 2021. Alors que le tourisme profite de la fin des mesures de freinage de la circulation de la Covid-19 pour retrouver une fréquentation proche de son niveau pré-crise, le secteur agricole souffre, quant à lui, du doublement du prix des engrais et de conditions climatiques extrêmes.

Le système bancaire et financier a continué à soutenir la dynamique économique, dans un environnement marqué par la normalisation de la politique monétaire et de la hausse du coût du crédit associée.

La reprise économique joue les prolongations en 2022

Un climat des affaires très positif

Indicateur du climat des affaires (ICA)



100=moyenne de longue période (depuis 1998)

Source : Enquête trimestrielle de conjoncture IEDOM

En 2022, la dynamique économique du territoire s'inscrit dans le prolongement de la solide reprise de l'année précédente. Au premier semestre, la fin progressive des mesures de freinage de la circulation du coronavirus a notamment contribué au redressement rapide de l'activité touristique, dernier secteur en grande difficulté en 2021. L'indicateur du climat des affaires reflète cette très bonne orientation générale, puisqu'en moyenne sur l'année, il a légèrement progressé à 114 points après 111 points l'année précédente. Il a atteint son point haut au 2^e trimestre 2022 à 119 pts avant de refluer à 108 pts en fin d'année, en écho au ralentissement de la croissance observable dans l'Hexagone. Les difficultés d'approvisionnement et la hausse du coût des consommations intermédiaires (matières premières et autres intrants), qui perturbaient déjà l'activité des entreprises en 2021, prennent toutefois une nouvelle dimension dans le contexte de la guerre russe en Ukraine. Les trois quarts des entreprises interrogées par l'IEDOM reconnaissent être fortement ou significativement impactés par les conséquences de ce conflit. Par ailleurs, le renchérissement des conditions de financement dans le cadre de la normalisation de la politique monétaire ainsi que l'extinction progressive des dispositifs publics nés de la crise sanitaire diminuent, dans une certaine mesure, les marges de manœuvre des entreprises.

Une forte hausse des prix à la consommation

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation à La Réunion augmentent de 3,6 % en 2022 après +1,4 % en 2021. Cette évolution s'explique pour un tiers environ par l'accélération de la hausse des prix de l'énergie, qui a atteint +18,2 % en moyenne (après +8,4 % en 2021), et qui résulte des tensions sur les marchés internationaux des produits pétroliers nées de la forte reprise économique post-Covid et des conséquences de la guerre russe en Ukraine. Les prix de l'alimentation ont progressé de 5,6 % en 2022 (après +0,5 %), les prix des produits manufacturés ont augmenté de 2,7 % (après +0,3 %) et ceux des services de 1,8 % (après +1,2 %), ces trois postes ayant une contribution à la hausse générale semblable.

Une majorité des entreprises réunionnaises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM déclarent subir une augmentation de leurs coûts d'approvisionnement en 2022, qu'elles répercutent au moins partiellement sur leurs prix de vente.

Les entreprises des secteurs les plus intensifs en consommation intermédiaire déclarent les hausses de coûts les plus importantes. Ainsi, en moyenne la hausse des prix des intrants aurait atteint 33 % dans l'industrie, 23 % dans la construction et 20 % dans le secteur agricole. Les plus faibles augmentations concerneraient les secteurs plutôt tertiaires, tels que le tourisme (+15 %), le commerce (+14 %) et les services marchands (+12 %).

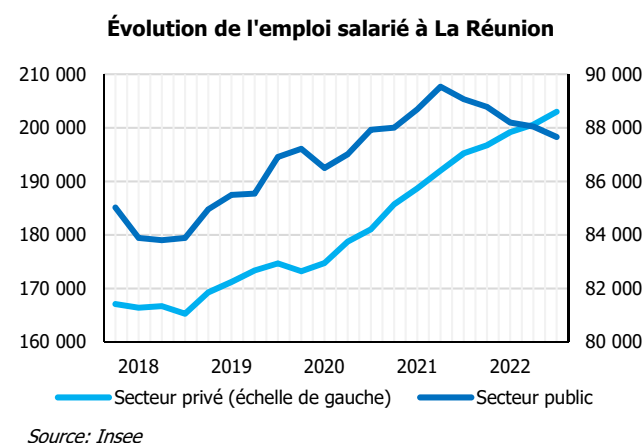
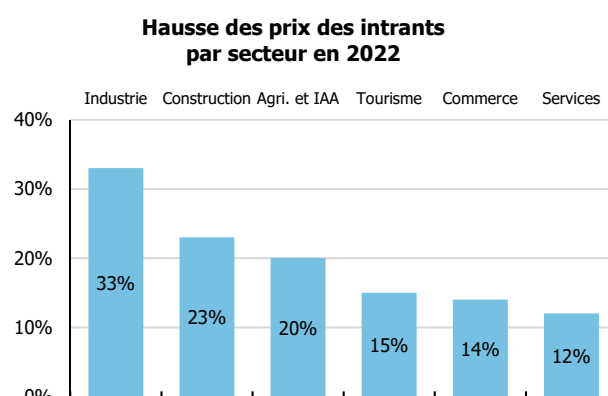
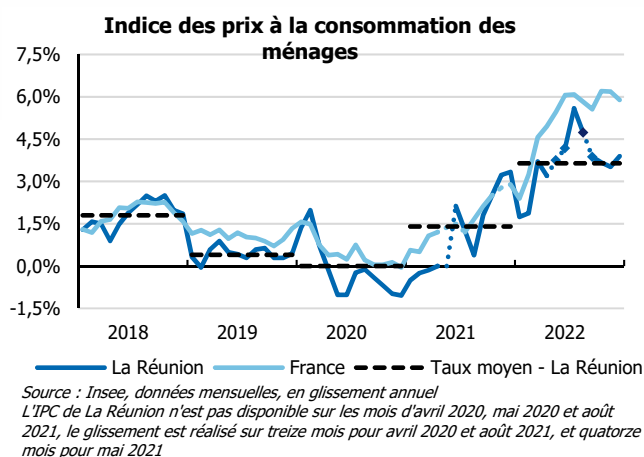
En 2022, l'inflation est sensiblement moins forte à La Réunion (+3,6 %) qu'en France entière (+5,2 %). Cette différence s'explique essentiellement par des hausses de prix moins vigoureuses, en particulier dans des postes qui pèsent moins lourd dans l'indice des prix à La Réunion, tels que l'alimentation et l'énergie. La hausse des prix est également plus modérée dans les services par rapport à la France entière.

Un marché du travail encore solide

En 2022, les conditions sur le marché du travail restent très favorables à La Réunion. Le nombre d'emplois salariés total progresse ainsi de 2,2 % (soit +6 400 emplois) après +5,7 % (+15 300 emplois) en 2021. Cette dynamique repose sur le secteur privé, dont les créations nettes atteignent 7 800 emplois représentant une hausse de +4,0 % des effectifs (après +14 200 et +7,8 % l'année précédente).

Toutefois, ces statistiques méritent d'être relativisées au regard du soutien public encore significatif dont bénéficie le marché de l'emploi réunionnais en 2022. Les aides à l'embauche, stimulées dans le cadre du plan France Relance, ont contribué à créer localement près de 2 500 emplois (équivalent temps plein) supplémentaires, principalement via des contrats d'apprentissage et dans une moindre mesure via des contrats uniques d'insertion dans les secteurs marchands comme non marchands. Par ailleurs, la dynamique des créations d'emplois dans le secteur public s'est inversée depuis le troisième trimestre 2021. Ainsi en 2022, l'emploi public à La Réunion perd 1 400 emplois nets, soit une baisse de 1,6 % de ses effectifs totaux (après +1 100 emplois et +1,3 % en 2021).

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de chercher un emploi (catégories A, B et C) continue de diminuer à fin décembre 2022 sur un an, de 2,2 % pour s'établir à 155 750 demandeurs, après -2,6 % l'année précédente. Comparativement à la France hexagonale, le taux de chômage reste néanmoins toujours structurellement très élevé à La Réunion, à 18 % de la population active en fin d'année (contre 7,2 % pour l'Hexagone).



La consommation des Réunionnais reste soutenue en 2022

La situation favorable du marché de l'emploi contribue au maintien d'une bonne dynamique de la consommation des ménages réunionnais en 2022, malgré la hausse des prix.

En cumul sur l'année, les paiements par carte bancaire¹ (CB, en montant) progressent de 4,2 % par rapport à 2021 (après +6,4 % en 2021 par rapport à 2020). Les billets prélevés au guichet de l'IEDOM² sont également en forte hausse par rapport à 2021 (+11 %). Les recettes d'octroi de mer et de TVA sont dynamiques également, et suggèrent un bon niveau d'échanges pour l'activité marchande.

Dans un contexte de hausse des prix et de difficulté d'approvisionnement, les services bénéficient particulièrement de la bonne tenue de la consommation privée et de la fin des restrictions d'activité en début d'année. A contrario, le marché des ventes automobiles baisse légèrement en volume (-2,3 % en moyenne annuelle), mais principalement du fait des problèmes d'approvisionnement.

La confiance maintenue des investisseurs

En 2022, les investissements sont restés bien orientés après le rebond de 2021.

S'agissant des entreprises, les montants des importations de biens d'équipement professionnel (hors avions) sont en hausse de 3,0 % après +18,8 % l'année précédente. Le solde d'opinion des entreprises interrogées sur leurs prévisions d'investissement est resté positif en 2022 et proche de son niveau de 2021, indiquant que les dirigeants maintiennent leur confiance dans les perspectives de développement de leur activité. À cet égard l'encours des crédits à l'investissement octroyés aux entreprises progresse de 9,3 % en glissement annuel à fin décembre.

S'agissant des ménages, le niveau d'activité sur le marché immobilier est resté soutenu, malgré la hausse du coût du crédit, le montant des ventes immobilières progressant de 5,6 % par rapport à l'année précédente.

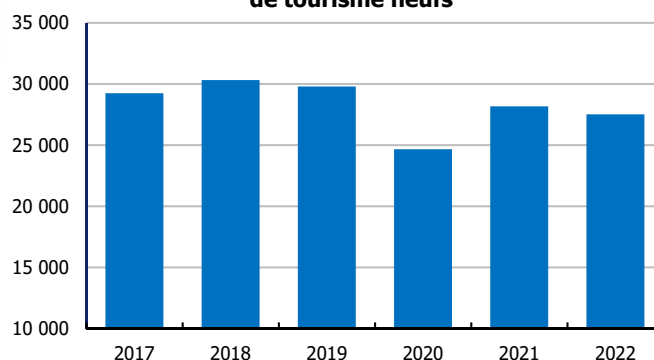
Les échanges extérieurs stagnent en volume

Les échanges commerciaux progressent en valeur en 2022, sous l'effet de la forte hausse des prix des marchandises et des matières premières. Toutefois en volume, ils sont restés stables pour les importations et sont légèrement baissiers pour les exportations.

Au total en valeur, les exportations bondissent de 14 % sur un an, en particulier du fait des exportations de produits de la pêche (+39 %), tirées par la légine. Les importations affichent quant à elles une hausse de 20 % en valeur en 2022, liée en partie à la progression des prix de l'énergie, qui entraîne une hausse de 81 % des montants importés. Les importations hors énergie sont également dynamiques et progressent de 14 % en 2022 (contre +13 % en 2021). Elles sont portées par une progression importante des importations de produits alimentaires de +61 % (contre -1 % en 2021).

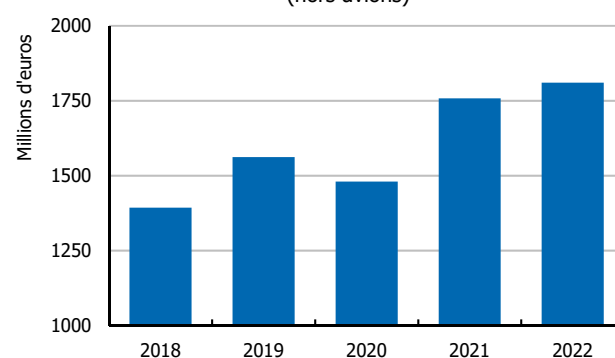
Néanmoins, l'activité du Grand Port maritime de La Réunion, mesurée en volume, est légèrement en retrait en 2022 par rapport à 2021, avec 5,7 millions de tonnes de marchandises traitées après 6,0 millions l'année précédente (soit une baisse de 5 % après +13 % en 2021). Cette baisse s'explique par l'important recul des entrées de véhicules (-8 496 unités), dont l'approvisionnement a été freiné par le déclenchement de la guerre russe en Ukraine. Elle s'explique également par la forte baisse des entrées de charbon (-37 %), compensée par les entrées de pellets de bois, dans le contexte du début du chantier de conversion de la centrale thermique de Bois Rouge à la biomasse solide.

Ventes annuelles de véhicules de tourisme neufs



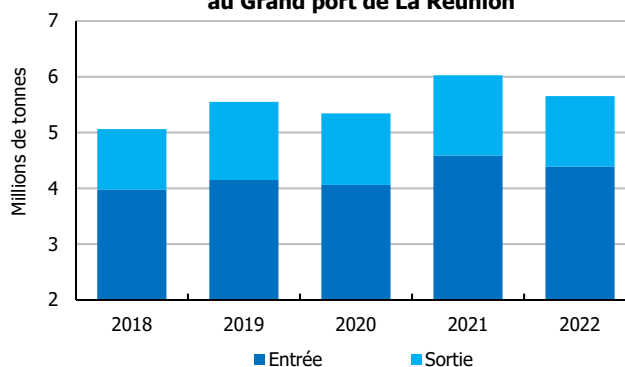
Source : SOeS-RSVERO, CVS IEDOM

Importations d'équipements professionnels (hors avions)



Source : Douanes, IEDOM

Trafic global de marchandises au Grand port de La Réunion



Source : Port Réunion

¹ Source : GIE Cartes Bancaires, calculs IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire (CB) agrégées et anonymisées.

² Correspondant aux commandes d'espèces par les établissements bancaires pour alimenter leurs distributeurs.

Activité sectorielle : des trajectoires singulières

En 2022, tous les secteurs de l'économie voient leur chiffre d'affaires progresser. Toutefois, dans un environnement économique marqué par des hausses de coûts de production disparates et par des difficultés d'approvisionnement, les secteurs connaissent des trajectoires plus singulières que l'année précédente.

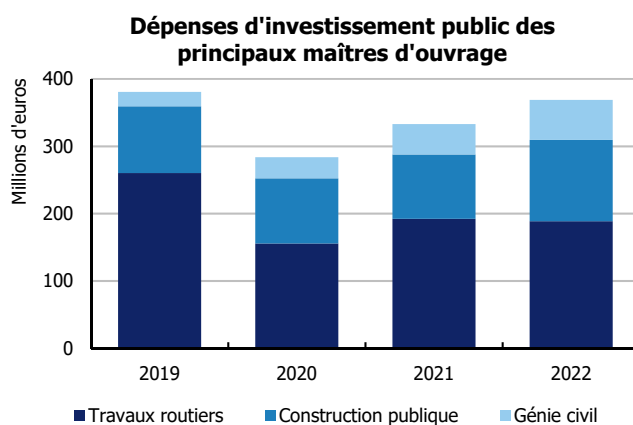
L'agriculture et l'industrie en perte de vitesse

Le volume d'affaires semble avoir évolué au-dessous de son niveau de 2021 pour le secteur de **l'agriculture et des industries agroalimentaires**. Les mauvaises conditions météorologiques affectent la production agricole : la saison cyclonique a été intense (en particulier le phénomène Batsirai de début février) et a perturbé les cultures maraîchères et celle de la banane. La sécheresse a duré sur le territoire, avec un niveau moyen de pluviométrie inférieur de 30 % aux normales de mai à décembre. La campagne cannière a été moins productive en 2022, à 1,3 million de tonnes récoltées contre 1,6 million l'année précédente. Les perturbations du marché de l'énergie ont contribué à doubler le prix des engrais, détériorant davantage la situation du secteur. Les abattages de porcins et bovins sont également en retrait sur l'année, même si les filières animales locales ont stabilisé leur production par rapport à l'année dernière.

Les dirigeants du secteur de **l'industrie** enregistrent également une activité globalement moins dynamique sur l'ensemble de l'exercice. Les carnets de commandes restent pourtant solides et l'évolution des effectifs est bien orientée en 2022. Les entreprises du secteur sont néanmoins particulièrement touchées par le renchérissement de leurs coûts d'exploitation, lié à la hausse des prix de la consommation intermédiaire, en particulier de l'énergie.

La construction maintient le cap malgré la hausse des coûts

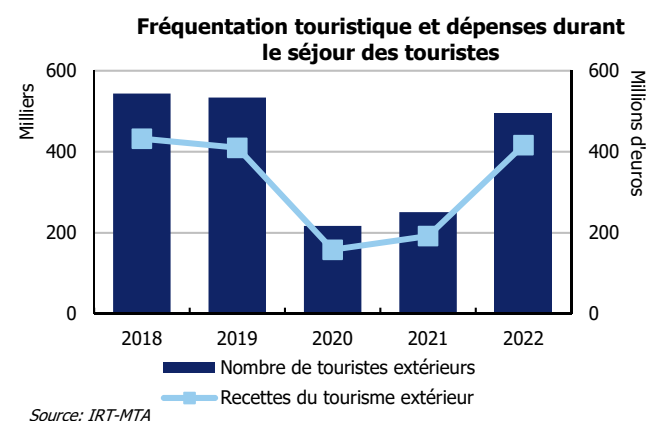
Le secteur de la **construction et des travaux publics** consolide en 2022 le rebond d'activité de l'année précédente. Les dépenses d'investissement public progressent de 10,8 %, après +17,4 % en 2021. La construction publique, en particulier, contribue largement à cette évolution, à la faveur de la montée en régime du chantier de la nouvelle aérogare ouest de l'aéroport Roland Garros (Sainte-Marie). Cet ouvrage a compensé, d'une certaine manière, la baisse des dépenses liées à l'achèvement du premier tronçon de la nouvelle route du littoral. Le chiffre d'affaires des entreprises du BTP a ainsi progressé en 2022 de 6,4 % (données DRFIP). Néanmoins, le secteur de la construction est l'un des plus impactés par la hausse des prix des intrants (+23 % en moyenne selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM). Dans ce contexte, les entreprises du secteur déclarent diminuer leurs marges. La baisse du nombre de logements mis en chantier en 2022, de l'ordre de 16,7 % après +44,4 %, illustre cette contrainte. Cette baisse est en effet largement imputable au segment des logements collectifs, dont le financement est significativement impacté par les hausses des coûts.



Tourisme : un nouveau départ

Le retrait des mesures de freinage au premier semestre 2022 a contribué au rebond de **l'activité touristique**. En particulier, suite à la levée des mesures de restriction de voyage, le nombre de touristes extérieurs a presque doublé en 2022, après +16 % en 2021. Le trafic aérien a ainsi atteint 2,3 millions de passagers en 2022, après 1,2 million en 2021, mais 2,6 millions en 2019.

Les recettes du tourisme extérieur ont augmenté en conséquence : +117 % en 2022 après +21 % en 2021. Le redressement de la fréquentation touristique a principalement bénéficié aux secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, dont le chiffre d'affaires a bondi de 28 % (données DRFIP). Le nombre de nuitées hôtelières a augmenté de 25 %, après +94 % en 2021. Le redressement de la croisière à La Réunion a été plus modeste, en particulier du fait d'un redémarrage tardif dans la saison. En 2022 on compte ainsi seulement 6 400 croisiéristes, contre 68 000 en 2019.



Commerce et services marchands sur leur lancée

Les secteurs du commerce et des services marchands ont connu une bonne activité en 2022, dans le sillage de la reprise de 2021. Les recettes fiscales témoignent de la hausse des activités marchandes. L'octroi de mer, assis sur l'importation de biens, a produit des recettes supérieures de 14,9 % à l'année précédente. Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée, qui est assise sur la vente de biens et service est, quant à elle, en hausse de 11,4 % par rapport à l'année précédente. Le secteur des services se distingue en 2022, en étant particulièrement dynamique et pourvoyeur d'emplois (+1 200 emplois en 2022 pour les services aux entreprises, +600 emplois pour les services aux ménages).

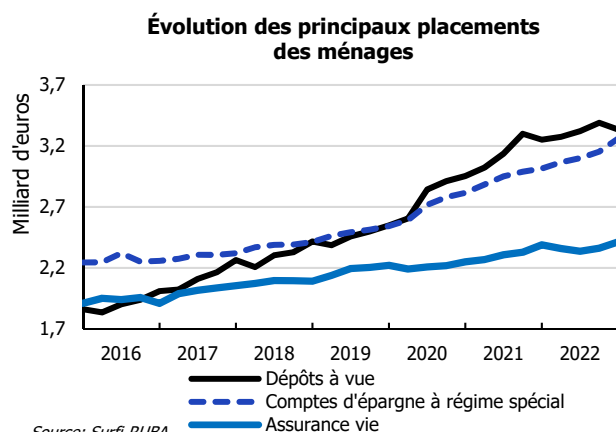
L'activité bancaire continue de soutenir l'économie

Avertissement : la collecte des statistiques monétaires a été modifiée au 31 janvier 2022. Outre un changement de taxonomie et de périmètre, les chiffres communiqués ici sont susceptibles d'être révisés.

La progression des actifs des ménages et des entreprises ralentit

À fin décembre 2022, les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais stagnent par rapport à l'année précédente, après +4,6 % en 2021 et +15,3 % en 2020.

S'agissant des ménages, l'épargne bancaire des Réunionnais augmente de 3,2 % en 2022, soit un rythme deux fois moins important que l'année précédente (+6,6 % en 2021, après 8,8 % en 2020) et inférieur à son évolution moyenne de 3,8 % par an sur la période 2015-2019. La fin des mesures de freinage au premier semestre 2022, qui a libéré une partie de la consommation de services, ainsi que la forte hausse des prix ont pu peser sur la progression des dépôts à vue (+2,6 % après +9,6 %). Les placements sur les livrets d'épargne sont restés dynamiques dans le sillage de la remontée de leurs taux réglementés (+8,0 % après +7,2 % en 2021). Les encours des placements à long terme baisseraient (-0,5 % après +4,4 %) en lien avec l'évolution baissière des valeurs mobilières et de l'atonie de l'assurance-vie. S'agissant des entreprises, la collecte évolue en 2022 à un rythme inférieur à l'année précédente (+1,0 % après +1,8 %), au bénéfice des placements à long terme plus que des dépôts à vue (faible croissance) ou des placements de court terme (baissiers), dans une logique de recherche de rendements et d'amortissement des PGE.



Les encours de crédits progressent

À fin décembre 2022, l'encours sain de crédits à l'économie réunionnaise consentis par les établissements financiers installés localement progresse de 4,4 % après +3,7 % sur un an. Le financement bancaire reste ainsi dynamique, malgré l'impact sur le coût du crédit de la normalisation de la politique monétaire. En effet, sur un an, le coût du crédit a augmenté de 70 pdb pour la trésorerie échancée des entreprises, et de 15 pdb pour les crédits d'équipement. La hausse pour les ménages est de 37 pdb pour les crédits à l'habitat et 60 pdb pour les prêts à la consommation.

L'endettement bancaire des entreprises est en hausse de 4,4 % sur un an après être resté stable en 2021 (+0,7 %). Cependant, ce chiffre masque des évolutions divergentes : si les encours de crédits d'équipement sont en forte hausse (+9,3 %), probablement du fait du renchérissement des prix de ces équipements, les encours de trésorerie sont en baisse (-5,6 %) relativement à la fin de la dynamique des PGE. L'endettement bancaire des ménages est quant à lui resté aussi dynamique que l'année précédente (+6,8 % après +7,1 %) et porté par le crédit à l'habitat (+7,2 %) contre +5,6 % pour le crédit à la consommation.

Une baisse du provisionnement et des créances douteuses

Les risques bancaires sont restés maîtrisés en 2022. Les créances douteuses se maintiennent à des niveaux bas (3,5 % du total des encours fin 2022 contre 3,8 % en 2021). Le taux de provisionnement a baissé quant à lui de 39,7 % à 37,8 %.

Perspectives 2023 : un atterrissage en douceur ?

L'année 2023 devrait voir la croissance de l'activité économique ralentir sur notre territoire. L'inflation devrait persister à mesure que la hausse des prix des intrants achève de se diffuser dans l'ensemble de l'économie. Cette pression inflationniste continuerait à peser sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les marges des entreprises.

Dans le même temps, la réduction des budgets affectés aux mesures de soutien public aux particuliers (remise carburant, bouclier tarifaire sur l'électricité, etc.) et aux entreprises risquerait d'amplifier cette tendance. D'autant qu'elle s'accompagne du resserrement des conditions de financement des agents économiques.

Néanmoins, le ralentissement attendu ne serait ni aussi rapide, ni aussi important qu'en France Hexagonale. Le territoire devrait pouvoir capitaliser sur la digitalisation du tissu économique opérée ces deux dernières années, sur une demande de services résiliente en ce début d'année et sur le rôle plus structurant du secteur public à La Réunion. Par ailleurs, la matérialisation de chantiers d'infrastructure devrait encore offrir des perspectives aux entreprises de différents secteurs.

¹ C'est-à-dire lorsqu'un risque de non-remboursement de la créance est identifié